



Revue de presse

13 octobre 2015

La presse locale accorde une couverture médiatique importante au parti HVM, qui se mobilise déjà en vue des élections présidentielles de 2018. Mis à part les nouvelles sur le parti au pouvoir, l'attention est également portée sur le gouvernement, avec l'annonce faite par le Premier ministre selon laquelle les ministres devront faire un engagement personnel dans le cadre de la lutte contre la corruption. Ailleurs, les journaux ont effectué un suivi de la situation au sein de la Mairie d'Antananarivo. Les informations se rapportent à la première réunion du Conseil municipal.

Processus électoral

LOI SUR LA CENI : DES ADMINISTRATEURS CIVILS MECONTENTES

Le Cercle de réflexion des administrateurs civils est d'avis que la loi sur la CENI devra être modifiée, voire abrogée. Et pour cause, les administrateurs civils estiment que l'absence de représentant spécialiste en élection au sein du bureau de la CENI est une erreur fondamentale. La seule garantie d'une élection juste, libre et transparente sera la présence d'un représentant des administrateurs civils au sein de cette Commission. (Les Nouvelles, p. 2), (Madagascar Matin, p. 2)

Vie des Collectivités Territoriales Décentralisées

PRESIDENCE DU CONSEIL MUNICIPAL D'ANTANANARIVO

Les 55 conseillers municipaux de la commune urbaine d'Antananarivo vont se réunir aujourd'hui pour la première fois depuis leur élection. A l'ordre du jour de cette réunion figure l'élection des membres du bureau du Conseil municipal. A ce sujet, Faustin Andriambahoaka, élu sous la bannière du TIM est le candidat unique à la présidence du conseil municipal. D'ailleurs, le parti TIM, fort de ses 31 conseillers, se prépare à rafler tous les sièges du bureau du Conseil. La présence de la mairesse Lalao Ravalomanana à cette première réunion ne serait pas autorisée par les textes en vigueur. Par contre, ses adversaires lors des élections communales, tels que Lalatiana Rakotondrazafy qui sont élus conseillers municipaux seraient présents. (Midi Madagasikara, p. 2), (Madagascar-Laza, p. 2)

- *L'association Freedom dirigée par Lalatiana Rakotondrazafy, avec ses 17 conseillers municipaux est la deuxième force présente à la Commune urbaine d'Antananarivo. Elle a réuni ses conseillers hier, dans ses locaux de Namontana, pour peaufiner ses dernières stratégies qui lui serviront à affronter le camp majoritaire du TIM. Il en ressort qu'elle n'envisagerait pas de présenter de candidat ni de participer au vote de ce jour. Lalatiana Rakotondrazafy confirme que l'association restera le contre-pouvoir à la Mairie. (Madagascar-Laza, p. 3)*
- *Le premier face-à-face entre Lalao Ravalomanana, maire d'Antananarivo et Lalatiana Rakotondrazafy, conseillère municipale, prévu ce jour, est très attendu. Lors de sa première levée de drapeau, hier, la Mairesse a donné le ton aux employés de la Commune. Pour elle, il ne sera plus question de débats houleux, encore moins de règlement de comptes personnels, mais d'actions de développement. (Les Nouvelles, p. 3)*

COMMUNE URBAINE : UNE PASSATION RATEE ET PERTURBEE A MAHAJANGA

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





La passation de service entre le président de la délégation spéciale de la Ville de Mahajanga, Maeva Portos et le nouveau maire Mokhtar Salim Andriatomanga, prévu le 9 octobre dernier a été annulée et reportée. Et pour cause, le Préfet de Mahajanga ne s'est pas présenté au rendez-vous, bien qu'il ait été informé officiellement de la cérémonie. Il a justifié son absence, au cours d'une conférence de presse, par une mission qu'il a faite dans la capitale, contrairement aux rumeurs véhiculées vendredi qui signalaient sa présence à un mariage. Pour rappel, un affrontement a été évité de justesse le 9 octobre dernier, après une altercation entre les partisans du nouveau premier magistrat de la ville et les individus qui ont empêché la cérémonie de se tenir. **(L'Express de Madagascar, p. 13)**

- Le nouveau maire de Mahajanga élu sous les couleurs du MAPAR a été victime d'une attaque de bandits le 9 octobre dernier. Les malfaiteurs ont dérobé de l'argent, un ordinateur portable, et le bijou en or qu'il portait. Les forces de l'ordre ont déjà été saisies de l'affaire. Il est possible que cette affaire comporte des dessous politiques. **(L'Observateur, p. 7), (Madagascar Matin, p. 11)**

Economie et société

TRANSPORT AERIEN : OUVERTURE EFFECTIVE DU CIEL

L'arrivée des compagnies étrangères marque la libéralisation du ciel malgache, dans le dessein d'augmenter le nombre de touristes. Des compagnies ont déjà fait connaître leur intention de desservir la Grande Île, et les autorités n'ont pas hésité à leur donner satisfaction. South African Air Link va effectuer 14 au lieu de 7 liaisons vers les villes de Nosy-Be et Diégo, tandis que Turkish Airlines pourra desservir la liaison Antananarivo-Istanbul à partir de ce mois de décembre, suite à un appel à manifestation d'intérêt lancé par le gouvernement malgache. D'autres compagnies comme Air France, Kenya Airways, Air Mauritius Ewa Air, Air Austral, et Corsair Fly desservent déjà la Grande Île. **(L'Express de Madagascar, p. 7), (Madagascar Matin, p. 6)**

- Le nouveau directeur général d'Air Madagascar Gilles Filiatreault est face à un défi majeur, celui de soustraire la compagnie nationale de l'Annexe B, qui liste les flottes interdites de vol dans l'espace aérien de l'Union européenne. Gilles Filiatreault estime que la sortie de l'Annexe B est sur la bonne voie. car des efforts ont été déployés pour faire en sorte de corriger les 320 points défectueux relevés en 2011 La visite des agents de l'OACI à Madagascar l'année prochaine devra déterminer le sort de la compagnie.. **(Madagascar-Laza, p. 4), (Madagascar Matin, p. 2)**

DELESTAGES A L'HORIZON

Les délestages, voire même une coupure généralisée de l'électricité ne sont pas à écarter, puisque les groupes de l'entreprise ENELEC à Antsiranana sont maintenant sollicités au-delà de ce qu'ils sont en mesure d'offrir, compte-tenu du défaut de maintenance. La centrale thermique d'ENELEC à Antsiranana fonctionne sur réquisition du ministère de l'Energie depuis le 7 septembre dernier. Or, le personnel d'ENELEC n'assure qu'un service minimum depuis le 9 octobre dernier, en guise de contestation d'une note lui informant que le paiement des salaires du mois de septembre accuse un retard. Ce retard est dû au fait que la société JIRAMA n'ait pas pu honorer ses factures depuis le mois de janvier 2015 et touche une centaine d'employés, chargés pourtant de la maintenance des machines. **(Les Nouvelles, p. 18),**

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





(Tia Tanindrazana, p. 3)

- *La fin du délestage à Antananarivo sera annoncée d'ici peu, a-t-on appris de la société JIRAMA. En effet, les 40 Mégawatts que devra fournir la compagnie AF Power à Antananarivo devront démarrer le 20 octobre prochain. (Madagascar-Laza, p. 2)*

VERS L'ALIGNEMENT DES SALAIRES DES FONCTIONNAIRES

Le Premier ministre Jean Ravelonarivo a fait savoir que les salaires des fonctionnaires appartenant à une même catégorie seront alignés vers le deuxième trimestre 2016, et au plus tard au premier semestre 2017. En sa qualité de chef de l'administration, le Premier ministre a reconnu que les inégalités de traitement sont source de frustration, de foyers de tension et de grève. Dans la même foulée, un seuil minimum et maximum seront fixés concernant les avantages accordés aux fonctionnaires. Malgré cet alignement des salaires, les droits acquis ne seront probablement pas remis en cause. (Midi Madagasikara, p. 3)

EMPLOI A L'ETRANGER : 4 AGENCES DE PLACEMENT AGRÉÉES

Une signature de convention entre le ministère de l'Emploi, de l'Enseignement technique, et de la Formation professionnelle, d'une part, et l'Organisation Internationale des Migrations d'autre part, a eu lieu hier. En effet, la gestion de l'envoi des travailleurs à l'étranger a été transférée à ce ministère et ne relève plus de la compétence du ministère du Travail, de la Fonction publique et des Lois sociales. L'interdiction d'envoyer des travailleurs malgaches au Koweït et en Arabie Saoudite étant toujours de rigueur, les agences de placement clandestines continuent malgré tout d'envoyer des travailleurs dans les pays considérés à risque, notamment dans le Golfe Persique. Récemment, six femmes en partance pour l'Arabie Saoudite ont pu être empêchées à temps par le ministère de l'Emploi. (Midi Madagasikara, p. 5), (La Vérité, p. 5)

- *Dans le cadre de cette convention, le ministère de tutelle et l'OIM vont signer des contrats bilatéraux de travail avec les pays d'accueil, à l'exception des pays à risque. Ainsi, ils se sont tournés vers les recruteurs issus du continent africain, de l'Asie ou encore de l'Amérique du Nord pour résoudre le problème récurrent des travailleurs domestiques dans les pays du Golfe, a indiqué le chef de bureau de l'OIM Madagascar. (Madagascar-Laza, p. 4)*

Politique

REUNION DES MAIRES : UNE FETE GRANDIOSE A IAVOLOHA

Des moyens logistiques importants seront mis en place à l'occasion de la réunion qui se tiendra ce 16 octobre, pour accueillir les maires fraîchement élus au palais d'Etat d'Iavoloha. La Présidence de la République, initiatrice de l'événement, ou du moins le ministère de l'Intérieur en charge de l'organisation a prévu un banquet digne d'une cérémonie de présentation de vœux. L'ordre du jour n'a pas été précisé. Néanmoins, les partenaires techniques et financiers vont répondre présents à la cérémonie pour effectuer la présentation de leurs instruments de coopération. Le Chef de l'Etat pourrait octroyer une enveloppe financière à titre de cadeau aux communes, à cette occasion. (L'Express de Madagascar, p. 6), (Madagascar-Laza, p. 2)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





PRESIDENTIELLE : LE HVM REVE D'UN SECOND MANDAT

Rivo Rakotovo, président du HVM, a incité les ténors du parti au pouvoir à se préparer à toutes les échéances électorales à venir. C'était lors d'une journée bloquée qui s'est tenue le 10 octobre dernier à Ambatofotsy. Sans le dire ouvertement, il semble que le HVM se met à la quête d'un second mandat présidentiel et a les yeux rivés sur les élections présidentielles de 2018. Mais encore, le HVM devrait disposer normalement d'une majorité confortable dans la composition du futur Sénat, détenant 42 % des sièges à pourvoir lors des élections communales du 31 juillet dernier. Cela représente 812 maires sur les 1695 communes et 3875 conseillers sur les 11013, sachant que ces élus seront les grands électeurs durant le scrutin sénatorial. Pour cette formation politique, les futurs Sénateurs seront les leaders d'opinion qui vont mener publiquement les campagnes lors des futures élections. Seulement, les résultats d'une élection nationale risquent d'être différents d'une élection communale, car il ne faut pas oublier que cette formation politique a gagné surtout dans les communes à faible démographie. (L'Express de Madagascar, p. 5), (Les Nouvelles, p. 3), (Takoritsika, p. 3)

- *Tous les maires seront réunis à Antananarivo ce 16 octobre pour rencontrer le Président de la République. Le parti HVM saisira cette occasion pour réunir ses 812 maires le 17 octobre. Cette réunion servira à préparer les communales partielles, dans la mesure où cette formation politique alignera encore des candidats lors de ce scrutin partiel. (Madagascar-Laza, p. 3)*
- *Les sénatoriales du 29 décembre scelleront la deuxième moitié du mandat du président de la République. Ce premier mandat a été marqué par les difficultés du régime à aller de l'avant, parce qu'il a été confronté non seulement aux défis sociaux, mais aussi à la fronde d'une partie des acteurs politiques. Le HVM veut mettre le paquet durant les sénatoriales afin de conforter son ancrage, d'autant que la majorité au sein de l'Assemblée nationale reste fragile. (Les Nouvelles, p. 3)*
- *Le parti HVM a occulté la question relative à un éventuel remaniement gouvernemental, dans la mesure où le régime a maintenant le soutien de la majorité présidentielle au sein de l'Assemblée nationale. (Midi Madagasikara, p. 2)*

ANDRY RAJOELINA ISOLÉ POLITIQUEMENT

L'ancien Président de la Transition, Andry Rajoelina se trouve dans une isolation politique totale depuis l'émergence de la nouvelle majorité au sein de l'Assemblée nationale. L'adoption du projet de loi sur la CENI a faussé les calculs de l'alliance ARMADA en termes de majorité parlementaire. En effet, les alliés de l'ancien Président de la Transition au sein de l'ARMADA n'ont pas suivi les actes du groupe parlementaire MAPAR I, lequel avait boycotté le vote en quittant la salle sans que ses alliés au sein de l'ARMADA ne lui aient emboîté le pas. (Madagascar-Laza, p. 2 et 14)

DECLARATION DE PATRIMOINE : LES MINISTRES RECALCITRANTS MIS A NU

Le Premier ministre fera un point sur la déclaration de patrimoine des ministres, ce jour. Ainsi, les ministres récalcitrants vont devoir signer un engagement personnel pour lutter contre la corruption, formalité qui devra précéder le conseil du gouvernement. Sur le site de la Haute Cour constitutionnelle, l'institution chargée de réceptionner et d'enregistrer les déclarations, 13 sur les 30 membres du gouvernement Ravelonarivo ont déjà fait leur déclaration. D'autres redoublants comme Joëli Valérien Lalaharisaina, ministre en charge des Mines et du Pétrole, Didier Paza, secrétaire d'Etat à la Gendarmerie s'y sont déjà conformés. De même pour les nouveaux venus tels que Onitiana Realy,

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





ministre de la Population, et Gervais Rakotoarimanana, ministre des Finances ainsi que Béatrice Attalah, ministre des Affaires étrangères. Par contre, 17 autres ministres ne figurent pas encore sur la liste de la HCC, dont Rivo Rakotovoao, ministre d'Etat en charge des projets présidentiels et Ralava Beboarimisa, ministre de l'Environnement. (**L'Express de Madagascar, p. 3**), (**Midi Madagasikara, p. 2**)

- Le Premier ministre a réuni les autorités de la localité de Fénérive-Est, hier, pour aborder les réformes gouvernementales actuellement en cours, dans le cadre desquelles « l'intégrité, la rigueur et la persévérance des fonctionnaires sont plus que sollicités ». Il incite les fonctionnaires à ne pas craindre les menaces et à délivrer des informations directement à lui, sans attendre et sans intermédiaire, lorsqu'il s'agit de trafic de ressources naturelles. (**Les Nouvelles, p. 2**)
- L'engagement du gouvernement ne vaudra pas mieux que celui du président de la République, lequel avait signé un engagement pour le renforcement de la lutte contre la corruption le 21 septembre dernier. Cet engagement n'est qu'une déclinaison de la politique de Tolérance Zéro qui n'a rien donné jusqu'ici. (**Madagascar Matin, p. 2**)

Communauté internationale

UN PROGRAMME POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE

Madagascar n'ayant pas pu atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement dont l'échéance prend fin cette année, le pays se lancera avec Maurice, Comores et Seychelles dans un nouveau défi, en l'occurrence le programme de Développement durable des Nations Unies à l'horizon 2030. Cette nouvelle politique définit 17 objectifs et différents enjeux, dont la protection de la planète, la lutte contre les inégalités et l'élimination de la pauvreté. (**L'Express de Madagascar, p. 7**)

Format de couverture

L'Express de Madagascar (p. 4) accorde une page entière à l'interview de Patrick Imam, représentant résident du Fonds Monétaire International. Il a apporté des précisions sur la Facilité de crédit rapide accompagné d'un Programme de référence, conclu le mois dernier. Cette Facilité de crédit a été contractée dans un contexte de reprise économique difficile. Effectivement, la Stratégie de mise en œuvre du Plan national de développement, qui énonce des réformes économiques prioritaires auxquelles l'Etat veut s'engager a été finalisée en juin dernier. Ainsi, la croissance économique prévue est restée autour de 3 % en 2014 et 2015, juste au-dessous du taux de croissance démographique. Compte-tenu de ces facteurs, les pressions externes se sont également intensifiées, accentuées par une détérioration des termes de l'échange en 2015, raison pour laquelle une Facilité Rapide de crédit a été accordée au lieu d'une Facilité élargie de crédit. Mais la dynamique d'endettement de Madagascar et sa soutenabilité à moyen terme soulignent l'importance d'accroître les volumes des financements extérieurs. D'ailleurs, la dépréciation du taux de change de cette année devrait alourdir encore le poids de la dette extérieure et le risque de surendettement est orienté à la hausse, limitant ainsi les possibilités d'emprunter à des conditions non concessionnelles.

« Madagascar : terminus des cyclones », tel est l'intitulé d'un reportage réalisé par LeMonde.fr et relayé

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





par **La Gazette de la Grande Île (p. 2)**, à l'occasion de la Journée internationale de la gestion des risques et catastrophes d'hier. Le reportage s'étend sur une double page où l'on évoque le passage du cyclone Haruna à Toliara. Au-delà de ces réalités, l'équation climatique de Madagascar est un casse-tête. L'Etat est l'un des plus pauvres au monde, mais il a été classé comme le troisième pays au monde le plus exposé aux risques climatiques extrêmes. (**La Gazette de la Grande Île, p. 2 et 3**)

Femmes

Les femmes parlementaires se réunissent à Nosy-Be Hell-Ville depuis le 11 octobre dernier jusqu'à ce 13 octobre. Cette rencontre technique et financier à l'initiative de l'Institut Electoral pour une Démocratie Durable en Afrique ou EISA et de l'Agence de coopération suédoise, vise à renforcer la cohésion des femmes députés en vue de l'égalité homme-femme à Madagascar. La rencontre se concentre également sur la gestion de projets et la mobilisation des ressources nécessaires pour mener à bien leurs interventions en faveur de la démocratie participative. Notons que les élections communales se sont avérées peu favorables aux femmes qui ont représenté un peu plus de 6 % des candidats maires. (**Midi Madagasikara, p. 3**)

Style et déontologie

La Gazette de la Grande Île (p. 3 et 4) porte des accusations contre la ministre de la Justice, à travers son article concernant l'affaire Bekasy. Se lançant dans des affirmations gratuites, le journaliste annonce que « Bekasy Johnfrince a bénéficié d'un soutien très haut placé pour pouvoir sortir de la maison centrale d'Antanimora, à moins que la ministre de la Justice n'ait pris unilatéralement une telle décision ».

- Des rumeurs circulaient, hier, comme quoi Bekasy Johnfrince, opérateur économique soupçonné d'avoir participé à une affaire de corruption dans des trafics de bois de rose aurait bénéficié d'une liberté provisoire. Après recoupement, il s'avère que cet opérateur est toujours détenu à la maison centrale d'Antanimora et n'a pas bénéficié d'un tel élargissement, d'autant plus que le dossier n'est pas encore bouclé. D'autres complices présumés seraient recherchés actuellement pour les besoins de l'enquête. (**Madagascar-Laza, p. 2**)

Madagascar Matin (p. 3) affirme que la psychose s'installe au niveau de la population en raison des menaces de répression contre toute personne qui utilise de sacs en plastique. Adoptant un ton tout aussi alarmiste, ce journal affirme que « les dirigeants terrorisent toujours la masse par l'annonce d'une obligation ainsi que des sanctions y afférentes. Le peuple craint des mesures agressives comme celles encaissées par l'étudiant Jean Pierre. Les gouvernants se comportent comme des seigneurs et deviennent la terreur de la population ».

Un peu d'humour

La Gazette de la Grande Île (p. 5)

Leader du Consortium:

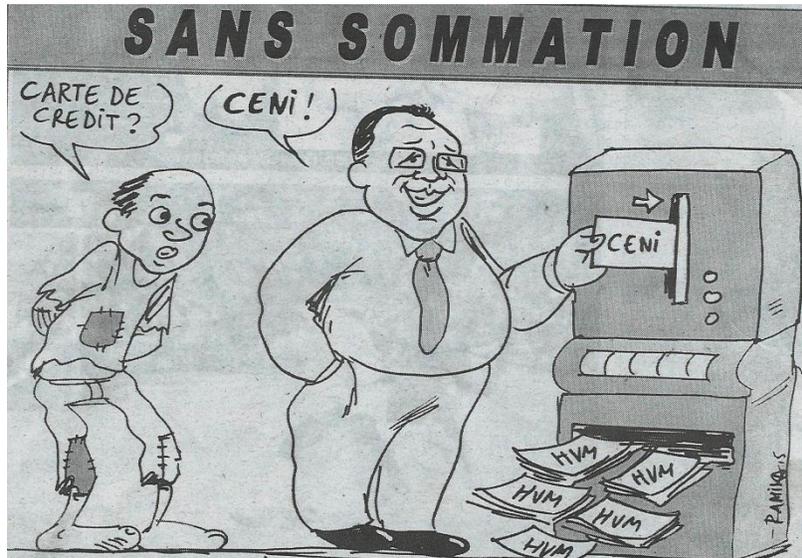
Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :
Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu
Honorine RAMISARIVELO: misa.ramisarivelo@eces.eu
Site web: www.incipals.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

